

**Projet de règlement grand-ducal modifiant l'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage**

Nous Henri, Grand -Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;

Vu la directive déléguée (UE) 2020/362 de la Commission du 17 décembre 2019 modifiant l'annexe II de la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux véhicules hors d'usage en ce qui concerne l'exemption autorisant l'utilisation de chrome hexavalent comme agent anticorrosion pour les systèmes de refroidissement en acier au carbone dans les réfrigérateurs à absorption des autocaravanes ;

Vu la directive déléguée (UE) 2020/363 de la Commission du 17 décembre 2019 modifiant l'annexe II de la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux véhicules hors d'usage en ce qui concerne certaines exemptions relatives à la présence de plomb et de composés de plomb ;

Vu les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre des salariés et de la Chambre des métiers ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et après délibération du Gouvernement en conseil;

**Arrêtons :**

**Art.1<sup>er</sup>.** L'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage est modifiée comme suit :

- 1) Le point 8e) est remplacé par le texte suivant:

«8 e) Le plomb dans les soudures à haute température de fusion (alliages de plomb contenant au moins 85 % de plomb en poids)	( <sup>2</sup> )	X
--	------------------	---

2) Le point 8 f) b) est remplacé par le texte suivant:

«8 f) b) Plomb utilisé dans les systèmes à connecteurs à broches conformes autres que la zone de jonction des connecteurs de faisceaux pour véhicules	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2024 et pièces de rechange pour ces véhicules	X »
---	---	-----

3) Le point 8 g) est remplacé par le texte suivant:

«8 g) i) Plomb dans les soudures visant à réaliser une connexion électrique durable entre la puce semi-conductrice et le substrat dans les boîtiers de circuits intégrés à puces retournées	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> octobre 2022 et pièces de rechange pour ces véhicules	X
8 g) ii) Plomb dans les soudures visant à réaliser une connexion électrique durable entre la puce semi-conductrice et le substrat dans les boîtiers de circuits intégrés à puces retournées lorsque la connexion électrique consiste en l'une des solutions suivantes:  i) un nœud technologique de semi-conducteur de 90 nm ou plus; ii) une puce unique de 300 mm <sup>2</sup> ou plus dans tout nœud technologique de semi-conducteur; iii) des boîtiers à puces empilées avec des puces de 300 mm <sup>2</sup> ou plus, ou des interposeurs en silicium de 300 mm <sup>2</sup> ou plus.	(2) Valable pour les véhicules réceptionnés à partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2022 et les pièces de rechange pour ces véhicules	X

4) Le point 8 k) suivant est ajouté:

«8 k) Plomb dans les soudures des applications de chauffage utilisant un courant d'une intensité minimale de 0,5 A pour chaque brasure sur panneaux de verre feuilleté dont l'épaisseur n'excède pas 2,1 mm. Cette exemption ne concerne pas les soudures des contacts intégrés dans le polymère intermédiaire	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2024 et pièces de rechange pour ces véhicules	X (4)
--	---	-------

5) Le point 14 est remplacé par le texte suivant

<p>« 14. Le chrome hexavalent comme agent anticorrosion pour les systèmes de refroidissement en acier au carbone dans les réfrigérateurs à absorption (jusqu'à 0,75 % en poids dans la solution de refroidissement):</p> <p>i) destinés à fonctionner totalement ou en partie avec un système chauffant électrique d'une puissance utile absorbée moyenne &lt; 75 W, en conditions constantes de marche;</p> <p>ii) destinés à fonctionner totalement ou en partie avec un système chauffant électrique d'une puissance utile absorbée moyenne ≥ 75 W, en conditions constantes de marche;</p> <p>iii) destinés à fonctionner totalement avec un système chauffant non électrique</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et pièces de rechange pour ces véhicules</p> <p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026 et pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p>X »</p>
---	---	------------

**Art. 2.** Notre ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

## Exposé des motifs

Le règlement grand-ducal modifié du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage détermine dans son annexe II la liste des matériaux et composants de véhicules qui sont exemptés de l'interdiction visée à l'article 4, paragraphe 2, point a) de la directive 2000/53/CE.

Cette annexe est modifiée régulièrement, en fonction des progrès techniques et scientifiques et les exemptions 2 c), 3 et 5 relatives à l'utilisation du plomb doivent être réexaminées.

L'annexe en question est modifiée par deux directives déléguées, à savoir

-la directive déléguée (UE) 2020/362 de la Commission du 17 décembre 2019 modifiant l'annexe II de la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux véhicules hors d'usage en ce qui concerne l'exemption autorisant l'utilisation de chrome hexavalent comme agent anticorrosion pour les systèmes de refroidissement en acier au carbone dans les réfrigérateurs à absorption des autocaravanes, ceci dans sa version rectifiée;

-la directive déléguée (UE) 2020/363 de la Commission du 17 décembre 2019 modifiant l'annexe II de la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux véhicules hors d'usage en ce qui concerne certaines exemptions relatives à la présence de plomb et de composés de plomb.

Il y a donc lieu d'adapter l'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage.

Il y a lieu d'insister sur un point : la directive (UE) 2018/849 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et la directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques introduit le recours aux actes délégués en vue de l'adaptation au progrès technique et scientifique de l'annexe II de la directive 2000/53/CE précitée. L'acte national de transposition de ladite directive intégrera à cet effet l'approche de la transposition dynamique, toute en garantissant un avis de publication en bonne et due forme en rapport avec les directives d'adaptation ultérieures.

## Commentaire des articles

**Ad article 1<sup>er</sup>** : Les adaptations à l'annexe II telles qu'introduites par les directives déléguées (UE) 2020/362 et 2020/363 sont transposées.

**Ad article 2** : L'article comporte la formule exécutoire.

## Fiche financière

**Concerne :** Projet de règlement grand-ducal modifiant l'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage

Le projet de règlement grand-ducal précité n'a pas d'impact financier sur le budget de l'Etat.

**Règlement grand-ducal du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage,**  
(Mém. A - 39 du 31 mars 2003, p. 632; dir. 2000/53/CE; Rectificatif: Mém. A - 47 du 17 avril  
2003, p. 732)

**Texte coordonné**

**Art. 1<sup>er</sup>. Objectifs**

Le présent règlement fixe des mesures visant en priorité la prévention des déchets en provenance des véhicules et en outre, la réutilisation, le recyclage et d'autres formes de valorisation des véhicules hors d'usage ainsi que de leurs composants aux fins d'en réduire la quantité de déchets à éliminer et d'assurer la protection de l'environnement par tous les opérateurs économiques en charge de véhicules et plus particulièrement par ceux intervenant directement dans leur traitement.

**Art. 2. Définitions**

Aux fins du présent règlement, on entend par:

1. «véhicule»: tout véhicule des catégories M1 ou N1 définies à l'annexe II, partie A, de la directive modifiée 70/156/CEE ainsi que les véhicules à deux ou trois roues définis dans la directive 2002/24/CE;
2. «véhicule hors d'usage»: un véhicule qui constitue un déchet au sens de l'article 3, point a), de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, dénommée ci-après «la loi modifiée du 17 juin 1994»;
3. «producteur»: le constructeur d'un véhicule ou l'importateur professionnel d'un véhicule au Luxembourg;
4. «prévention»: les mesures visant à la réduction de la quantité et de la nocivité pour l'environnement des véhicules hors d'usage, de leurs matériaux et de leurs substances;
5. «traitement»: toute activité intervenant après que le véhicule hors d'usage a été remis à une installation de dépollution, de démontage, de découpage, de broyage, de valorisation ou de préparation à l'élimination des déchets broyés ainsi que toute autre opération effectuée en vue de la valorisation et/ou de l'élimination du véhicule hors d'usage et de ses composants;
6. «réutilisation»: toute opération par laquelle les composants de véhicules hors d'usage servent au même usage que celui pour lequel ils ont été conçus;
7. «recyclage»: le retraitement, dans un processus de production, des déchets, soit en vue de la même utilisation que celle d'origine, soit à d'autres fins, mais à l'exclusion de la valorisation énergétique; par «valorisation énergétique», on entend l'utilisation de déchets combustibles en tant que moyen de production d'énergie, par incinération directe avec ou sans autres déchets, mais avec récupération de la chaleur;
8. «valorisation»: toute opération énumérée à l'annexe III de la loi modifiée du 17 juin 1994;
9. «élimination»: toute opération énumérée à l'annexe II de la loi modifiée du 17 juin 1994;
10. «opérateurs économiques»: les producteurs, les distributeurs, les collecteurs, les compagnies d'assurances automobiles, les démonteurs, les broyeurs, les récupérateurs,

les recycleurs de véhicules et les autres intervenants dans le traitement des véhicules hors d'usage, y compris celui de leurs composants et matériaux;

**(Règl. g.-d. du 3 décembre 2010)**

- «11. «substance dangereuse», toute substance qui répond aux critères des classes ou catégories de danger suivantes, visées à l'annexe I du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges:
- a) les classes de danger 2.1 à 2.4, 2.6 et 2.7, 2.8 types A et B, 2.9, 2.10, 2.12, 2.13 catégories 1 et 2, 2.14 catégories 1 et 2, 2.15 types A à F;
  - b) les classes de danger 3.1 à 3.6, 3.7 effets néfastes sur la fonction sexuelle et la fertilité ou sur le développement, 3.8 effets autres que des effets narcotiques, 3.9 et 3.10;
  - c) la classe de danger 4.1;
  - d) la classe de danger 5.1.»;
12. «broyeur»: tout dispositif utilisé pour couper en morceaux ou fragmenter les véhicules hors d'usage, y compris en vue d'obtenir des ferrailles directement réutilisables;
13. «dépollution»: la collecte sélective de tous les liquides, composants polluants, nocifs ou dangereux, tels que les batteries, filtres airbags (parties pyrotechniques) catalyseurs, en vue de leur traitement;
14. «point de reprise»: un établissement ou une entreprise qui est autorisé(e) à reprendre les véhicules hors d'usage en vue de leur acheminement vers une installation de traitement et qui est habilité(e) à délivrer un certificat de destruction;
15. «installation de traitement»: un établissement ou une entreprise qui est autorisé(e) à traiter les véhicules hors d'usage et qui est habilité(e) à délivrer un certificat de destruction;
16. «information concernant le démontage»: toutes les informations requises pour permettre le traitement approprié et compatible avec l'environnement des véhicules hors d'usage. Ces informations sont mises à la disposition des installations de traitement autorisées par les constructeurs de véhicules et par les producteurs de composants sous forme de manuels ou par le canal des médias électroniques;
17. «accord environnemental»: tout accord formel entre le Ministre et les secteurs économiques concernés qui doit être ouvert à tous les opérateurs économiques souhaitant se conformer aux conditions fixées par l'accord afin de contribuer à la réalisation des objectifs dont question à l'article 1<sup>er</sup>;
18. «administration»: l'Administration de l'Environnement;
19. «Ministre»: le membre du Gouvernement ayant l'environnement dans ses attributions.

**Art. 3. Champ d'application**

1. Le présent règlement s'applique aux véhicules, aux véhicules hors d'usage ainsi qu'à leurs composants et matériaux quelle qu'ait été la manière dont ils ont été entretenus ou réparés pendant leur utilisation et qu'ils soient équipés de composants originaux ou montés comme pièces de rechange ou équipements supplémentaires.

2. Le présent règlement s'applique sans préjudice des dispositions pertinentes en particulier en ce qui concerne les normes de sécurité, les émissions atmosphériques, la lutte contre le bruit ainsi que la protection des sols et des eaux.



3. Les véhicules à usages spéciaux visés à l'article 4, paragraphe 1, point a) deuxième tiret de la directive 70/156/CEE sont exclus du champ d'application de l'article 8 du présent règlement.

#### **Art. 4. Annexes**

Font partie intégrante du présent règlement les annexes suivantes:

Annexe I: Exigences techniques minimales en matière de collecte et de traitement

Annexe II: Matériaux et composants exemptés des mesures visées à l'article 5, paragraphe 2

Annexe III: Accord environnemental

**(Règl. g.-d. du 17 novembre 2011)**

«Annexe IV: Certificat de destruction».

#### **Art. 5. Prévention**

**(Règl. g.-d. du 7 janvier 2009)**

«1. Afin de promouvoir la prévention des déchets, des accords environnementaux encouragent en particulier:»

- a) les constructeurs de véhicules, en liaison avec les fabricants de matériaux et d'équipements, à limiter l'utilisation de substances dangereuses dans les véhicules et à la réduire autant que possible dès la conception des véhicules, en particulier afin de prévenir le rejet de ces substances dans l'environnement, de faciliter le recyclage et d'éviter d'avoir à éliminer des déchets dangereux;
- b) la conception et la construction de nouveaux véhicules qui prennent pleinement en considération et facilitent le démontage, la réutilisation et la valorisation, en particulier le recyclage, des véhicules hors d'usage, de leurs composants et matériaux;
- c) les constructeurs de véhicules, en liaison avec les fabricants de matériaux et d'équipements, à intégrer une part croissante de matériaux recyclés dans les véhicules et autres produits afin de développer les marchés des matériaux recyclés.

2. Les matériaux et les composants des véhicules mis sur le marché après le 1<sup>er</sup> juillet 2003 ne contiennent plus de plomb, de mercure, de cadmium ou de chrome hexavalent sauf dans les cas énumérés et dans les conditions précisées à l'annexe II du présent règlement.

#### **Art. 6. Reprise**

1. Les producteurs ou les tiers agissant pour leur compte sont tenus, sur une base individuelle ou collective,

- de mettre en place des systèmes de collecte de tous les véhicules hors d'usage ainsi que, dans la mesure où cela est techniquement possible, des pièces usagées qui constituent des déchets et qui sont retirées des voitures lorsqu'elles sont réparées ou entretenues,
- de s'assurer la disponibilité d'installations de traitement.

Le coût de la mise en œuvre de ces dispositions est supporté individuellement ou solidairement par les producteurs ou les tiers agissant pour leur compte.

2. Le propriétaire d'un véhicule qu'il destine à l'abandon ou le détenteur d'un véhicule hors d'usage, dûment mandaté par le propriétaire, est tenu de remettre ou de faire remettre le véhicule/véhicule hors d'usage soit à un point de reprise, en vue de son acheminement vers une installation de traitement, soit directement à une installation de traitement.

3. Les véhicules hors d'usage remis à un point de reprise sont transférés dans un délai maximum de 45 jours à partir de leur remise vers une installation de traitement dûment autorisée.

Un certificat de destruction est délivré au propriétaire ou au dernier détenteur du véhicule hors d'usage par les responsables du point de reprise ou de l'installation de traitement selon les formulaires délivrés par l'administration.

*(Règl. g.-d. du 11 octobre 2013)*

«Une copie du certificat, accompagnée de l'original du certificat d'immatriculation, est transmise par le point de reprise ou l'installation de traitement à la Société Nationale de Circulation Automobile.» Cette dernière communique à l'administration un relevé périodique des certificats de destruction.

Les exigences minimales applicables au certificat de destruction sont fixées par décision de la Commission européenne. Les certificats de destruction délivrés dans un autre État membre de l'Union européenne sont reconnus et acceptés.

Le traitement d'un véhicule hors d'usage peut être successivement effectué dans une ou plusieurs installations de traitement.

4. L'annulation de l'immatriculation d'un véhicule hors d'usage se fait sur base du certificat de destruction.

5. La reprise d'un véhicule hors d'usage est sans frais pour le propriétaire ou le dernier détenteur, à condition que le véhicule hors d'usage:

- contienne encore les composants essentiels à son fonctionnement, notamment le moteur, la carrosserie, la boîte à vitesse, la direction, les composants électriques principaux et, le cas échéant, le pot catalytique;
- ne contienne pas de déchets étrangers qui lui ont été ajoutés.
- (...) **(abrogé par le règl. g.-d. du 30 mai 2005)**

Les producteurs ou les tiers agissant pour leur compte peuvent récupérer une partie des frais de reprise d'un véhicule hors d'usage qui est remis par des personnes qui ont importé à titre privé le véhicule au Luxembourg.

## **Art. 7. Stockage et traitement**

***(Règl. g.-d. du 7 avril 2006)***

«Les établissements ou entreprises effectuant des opérations de traitement ainsi que des opérations de stockage temporaires ou à demeure doivent disposer d'une autorisation au titre de la loi modifiée du 17 juin 1994 et, le cas échéant, de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. L'autorisation doit comprendre toutes les conditions nécessaires au respect des exigences visées aux alinéas 2 et 3.

Sans préjudice d'autres dispositions en matière de santé et d'environnement, ces établissements ou entreprises doivent se conformer aux exigences de la loi modifiée du 17 juin 1994 et satisfaire aux obligations suivantes, conformément à l'annexe I:»

- a) les véhicules hors d'usage sont démontés avant tout autre traitement, ou des dispositions équivalentes sont prises afin de réduire toute incidence négative sur l'environnement. Les composants ou matériaux visés à l'annexe II qui sont étiquetés ou rendus identifiables par d'autres moyens appropriés sont également retirés avant tout autre traitement;
- b) les matériaux et composants dangereux sont retirés et isolés de manière sélective afin qu'ils ne contaminent pas les déchets broyés ultérieurement des véhicules hors d'usage;

- c) les opérations de démontage et de stockage sont effectuées de manière à garantir que les composants pourront être réutilisés et valorisés, et en particulier recyclés.

Le traitement en vue de la dépollution des véhicules hors d'usage visé à l'annexe I, point 3, est effectué dans les meilleurs délais.

**(Règl. g.-d. du 30 mai 2005)**

«Les opérateurs économiques qui effectuent le traitement veillent à introduire des systèmes agréés de gestion environnementale.»

**Art. 8. Réutilisation et valorisation**

**(Règl. g.-d. du 30 mai 2005)**

«1. Le Ministre, l'administration et les secteurs économiques concernés prennent les mesures nécessaires, y compris, le cas échéant, des accords environnementaux, pour encourager la réutilisation des composants qui s'y prêtent et la valorisation des composants qui ne peuvent être réutilisés, en donnant la préférence au recyclage, lorsqu'il est viable du point de vue écologique, sans préjudice des exigences en matière de sécurité des véhicules et d'environnement, et notamment de pollution de l'air et de lutte contre le bruit.»

2. Les objectifs suivants doivent être atteints par les opérateurs économiques:

- a) au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2006, pour tous les véhicules hors d'usage, le taux de réutilisation et de valorisation est porté à un minimum de 85 % en poids moyen par véhicule et par an. Dans le même délai, le taux de réutilisation et de recyclage est porté à un minimum de 80 % en poids moyen par véhicule et par an
- b) au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour tous les véhicules hors d'usage, le taux de réutilisation et de valorisation est porté à un minimum de 95 % en poids moyen par véhicule et par an. Dans le même délai, le taux de réutilisation et de recyclage est porté à un minimum de 85 % en poids moyen par véhicule et par an.

3. Les producteurs ou les tiers agissant pour leur compte sont tenus de fournir à l'administration, annuellement et au plus tard pour le 31 mars qui suit l'année de référence, les informations suivantes en relation avec la réalisation des taux visés au paragraphe 2:

- la quantité de véhicules hors d'usage produits
- les véhicules hors d'usage repris aux points de reprise et aux installations de traitement
- les véhicules hors d'usage traités dans les installations de traitement
- la quantité et la nature des déchets enlevés lors du démontage et de la dépollution des véhicules hors d'usage
- la quantité et la nature des déchets après le broyage des véhicules hors d'usage
- la quantité et la nature des composants et matériaux récupérés et réutilisés
- les destinataires des déchets résultant du traitement.

Le cas échéant, l'administration établit des formulaires type.

Les données en question peuvent être validées par un réviseur d'entreprise agréé.

**Art. 9. Normes concernant la codification**

Les producteurs, en liaison avec les fabricants de matériaux et d'équipements, utilisent des normes concernant la codification des composants et des matériaux, en particulier afin de faciliter

l'identification des composants et des matériaux réutilisables et valorisables. Les normes sont établies par décision de la Commission européenne.

Des accords environnementaux peuvent préciser les modalités d'application du présent article.

#### **Art. 10. Informations concernant le démontage**

1. Les producteurs fournissent, pour chaque type de véhicule neuf mis sur le marché, des informations concernant le démontage, dans un délai de six mois après cette mise sur le marché. Ces informations indiquent, dans la mesure des besoins des installations de traitement, eu égard à leurs obligations au titre du présent règlement, les différents composants et matériaux des véhicules ainsi que l'emplacement de toutes les substances dangereuses dans les véhicules, en vue notamment, d'atteindre les objectifs visés à l'article 8, paragraphe 2.

2. Sans préjudice du secret en matière commerciale et industrielle, les producteurs de composants utilisés dans les véhicules fournissent aux installations de traitement autorisées, dans la mesure où ces installations les demandent, les informations appropriées concernant le démontage, le stockage et la vérification des composants pouvant être réutilisés.

3. Des accords environnementaux peuvent préciser les modalités d'application du paragraphe 1 du présent article.

#### **Art. 11. Informations aux acheteurs de véhicules**

Les opérateurs économiques concernés sont tenus de publier des informations sur:

- la conception des véhicules et de leurs composants, en vue de leur capacité de valorisation et de recyclage
- le traitement des véhicules hors d'usage, respectueux de l'environnement, notamment en ce qui concerne l'extraction de tous les fluides et le démontage
- le développement et l'optimisation des méthodes de réutilisation, de recyclage et de valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants
- les progrès réalisés dans le domaine de la valorisation et du recyclage en vue de réduire la quantité de déchets à éliminer et d'augmenter le taux de valorisation et de recyclage.

En outre, les informations en question sont tenues à la disposition des acheteurs potentiels des véhicules; elles sont insérées dans la documentation promotionnelle publiée lors de la mise sur le marché d'un nouveau véhicule.

#### **Art. 12. Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au Mémorial.

L'article 6 paragraphe 5 s'applique

- à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement pour les véhicules dont la première immatriculation a eu lieu à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2002;
- à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour les véhicules dont la première immatriculation a eu lieu avant la date visée au premier tiret.

#### **Art. 13. Exécution**

Notre Ministre de l'Environnement et Notre Ministre des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

## ANNEXE I

### ***Exigences techniques minimales en matière de collecte et de traitement***

#### 1. Sites de stockage

Les opérations de stockage temporaire ou à demeure des véhicules hors d'usage, préalables à tout traitement, sont à effectuer:

- en veillant à ne pas endommager les composants contenant des fluides ni les composants valorisables et les pièces de rechange,
- de manière à ne pas entraver le traitement ultérieur des véhicules, dont plus particulièrement la dépollution et le démontage,
- de manière à ne pas empiler les véhicules les uns sur les autres, ni sur leur flanc, ni sur leur toit.

Les sites de stockage doivent être aménagés de la façon suivante:

- surfaces imperméables pour les zones appropriées avec dispositifs de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs,
- équipement de traitement de l'eau, y compris des eaux de pluie, conformément à la réglementation en matière de santé et d'environnement,

Les sites de stockage doivent être aménagés de façon à éviter l'accès à toute personne non autorisée.

#### 2. Sites de traitement

L'intérieur du site de traitement doit être subdivisé dans les zones suivantes:

- a) une zone de chargement et de déchargement des véhicules hors d'usage et de leurs composants;
- b) une zone de contrôle des véhicules hors d'usage avec un pont bascule ou un appareil de pesage;
- c) une zone réservée au stockage exclusif des véhicules hors d'usage non dépollués;
- d) une zone couverte pour la dépollution des véhicules hors d'usage;
- e) une zone de stockage pour les véhicules dépollués;
- f) une zone couverte pour le démontage des véhicules dépollués;
- g) une zone pour le stockage séparé des déchets solides et fluides;
- h) une zone de dépôt pour le stockage des pièces récupérés des véhicules hors d'usage;
- i) une zone de dépôt pour les carcasses de véhicules.

Toutes les zones sur lesquelles des véhicules hors d'usage non-dépollués ou des composants graisseuses sont manipulés doivent être aménagées de surfaces imperméables avec dispositifs de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs. Les zones doivent être clairement identifiables. Le stockage ou le traitement ne peut avoir lieu que dans les zones expressément prévues à cet effet. En particulier, les équipements suivants doivent être disponibles sur le site:

- installations appropriées de stockage des pièces démontées, y compris le stockage imperméable pour les pièces graisseuses,
- conteneurs appropriés pour le stockage des batteries (avec neutralisation de l'électrolyte sur site ou hors site), des filtres et des condensateurs contenant du PCB/PCT,
- réservoirs appropriés pour le stockage séparé des fluides extraits des véhicules hors d'usage: carburants, huiles de carter, huiles de boîte de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigel, liquides de frein, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage,
- équipement de traitement de l'eau, y compris des eaux de pluie, conformément à la réglementation en matière de santé et d'environnement,
- installations appropriées de stockage des pneus usés, notamment en ce qui concerne la prévention des risques d'incendie et de stockage excessif.

### 3. Conditions et modalités de traitement

La dépollution des véhicules hors d'usage doit être effectuée selon la meilleure technologie disponible et en enlevant un maximum des fluides et des composants polluants, nocifs ou dangereux:

- retrait des batteries et des réservoirs de gaz liquéfié,
- retrait du catalyseur,
- retrait ou neutralisation des composants susceptibles d'exploser [par exemple: coussins gonflables de sécurité (air bags)],
- retrait, collecte et stockage séparés des carburants, des huiles de carter, des huiles de boîte de vitesse, des huiles de transmission, des huiles hydrauliques, des liquides de refroidissement, de l'antigel, des liquides de frein et des fluides de circuits d'air conditionné ainsi que de tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage,
- retrait, dans la mesure du possible, de tous les composants recensés comme contenant du mercure,
- retrait des éléments contenant de l'amiante,
- retrait des pièces étrangères au fonctionnement du véhicule,
- retrait des pièces contaminées par des substances dangereuses.

Au cas où certaines pièces du véhicule sont récupérées afin d'être réutilisées (p.ex. moteur, boîtes à vitesse), les fluides de ces pièces ne sont pas à enlever. Ces pièces sont alors à démonter sans retard du véhicule et sont à entreposer dans la zone spécialement aménagée à cet effet.

Les éléments suivants sont à enlever en vue de leur recyclage:

- pneus,
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium et du magnésium si ces métaux ne sont pas séparés au cours du broyage,
- masses d'équilibrage,
- jantes en aluminium,
- verre.

L'équipement technique pour effectuer le démontage des véhicules conformément aux informations de démontage dont question à l'article 10 doit être disponible.

La dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sont à effectuer par du personnel spécialement qualifié à cette fin.

*(Règl. g.-d. du 2 juillet 2018)*

## ANNEXE II

### Matériaux et composants exemptés des dispositions de l'article 5, paragraphe 2

Une valeur maximale de concentration de 0,1 % en poids de plomb, de chrome hexavalent et de mercure, et de 0,01 % en poids de cadmium est tolérée dans un matériau homogène.

Les pièces de rechange mises sur le marché après le 1er juillet 2003 et utilisées pour des véhicules mis sur le marché avant le 1er juillet 2003, à l'exception des masses d'équilibrage de roues, des balais à charbon pour les moteurs électriques et des garnitures de frein, sont exemptées des dispositions de l'article 5, paragraphe 2.

Matériaux et composants	Portée et date d'expiration de l'exemption	Étiqueté ou rendu identifiable conformément à l'article 4, paragraphe 2, point b) iv) de la directive modifiée 2000/53/CE
-------------------------	--	---

#### Plomb comme élément d'alliage

1 Acier destiné à l'usinage et composants en acier a) galvanisé à chaud par lots contenant jusqu'à 0,35 % de plomb en poids		
1 Tôles d'acier galvanisées en continu contenant b) jusqu'à 0,35 % de plomb en poids	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2016 et pièces de rechange pour ces véhicules	
2 Aluminium destiné à l'usinage contenant jusqu'à 2 % a) de plomb en poids	Comme pièces de rechange pour les véhicules mis sur le marché avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2005	

2 b) Aluminium contenant jusqu'à 1,5 % de plomb en poids	Comme pièces de rechange pour les véhicules mis sur le marché avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2008	
2 c) Alliages d'aluminium destinés à l'usinage contenant i) jusqu'à 0,4 % de plomb en poids	(1)	
2 c) Alliages d'aluminium non inclus dans la rubrique 2 ii) c) i) contenant jusqu'à 0,4 % de plomb en poids (1)	(2)	
3. Alliages de cuivre contenant jusqu'à 4 % de plomb en poids	(1)	
4 a) Coussinets et bagues	Comme pièces de rechange pour les véhicules mis sur le marché avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2008	
4 b) Coussinets et bagues utilisés dans les moteurs, les transmissions et les compresseurs de climatisation	Comme pièces de rechange pour les véhicules mis sur le marché avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2011	

#### Plomb et composés de plomb dans des composants

5 a) Plomb dans les batteries des systèmes à haute tension (2) utilisés uniquement à des fins de propulsion dans les véhicules des catégories M1 et N1	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2019 et pièces de rechange pour ces véhicules	X
5 b) Plomb dans les batteries destinées à des applications qui ne sont pas visées par le point 5 a)	(1)	X
6. Amortisseurs	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2016 et pièces de rechange pour ces véhicules	X



<p>7 Agents de vulcanisation et stabilisants pour a) élastomères utilisés dans les tuyaux de frein, les tuyaux pour carburant, les tuyaux de ventilation d'air, les pièces en élastomère/métal dans les châssis et les bâtis de moteur</p>	<p>Comme pièces de rechange pour les véhicules mis sur le marché avant le 1<sup>er</sup> juillet 2005</p>	
<p>7 Agents de vulcanisation et stabilisants pour b) élastomères utilisés dans les tuyaux de frein, les tuyaux pour carburant, les tuyaux de ventilation d'air, les pièces en élastomère/métal dans les châssis et les bâtis de moteur contenant jusqu'à 0,5 % de plomb en poids</p>	<p>Comme pièces de rechange pour les véhicules mis sur le marché avant le 1<sup>er</sup> juillet 2006</p>	
<p>7 Liants pour élastomères utilisés dans les applications c) de transmission, contenant jusqu'à 0,5 % de plomb en poids</p>	<p>Comme pièces de rechange pour les véhicules mis sur le marché avant le 1<sup>er</sup> juillet 2009</p>	
<p>8 Plomb dans les soudures servant à unir des a) composants électriques et électroniques à des cartes de circuits imprimés et plomb dans les finitions des extrémités de composants (autres que des condensateurs électrolytiques à l'aluminium), des fiches de composants et des cartes de circuits imprimés</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p>X <sup>(4)</sup></p>
<p>8 Plomb dans les soudures utilisées dans les b) applications électriques autres que les soudures des cartes de circuits imprimés ou sur verre</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p>X <sup>(4)</sup></p>
<p>8 Plomb utilisé dans les finitions des bornes des c) condensateurs électrolytiques à l'aluminium</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p>X <sup>(4)</sup></p>
<p>8 Plomb dans les soudures sur verre dans des capteurs d) de flux de masse d'air</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et</p>	<p>X <sup>(4)</sup></p>

	pièces de rechange pour ces véhicules	
<p>(Rgd du XXXX)</p> <p><del>8 Plomb dans les soudures à haute température de e) fusion (alliages de plomb contenant au moins 85 % de plomb en poids)</del></p> <p>«8 e) Le plomb dans les soudures à haute température de fusion (alliages de plomb contenant au moins 85 % de plomb en poids)</p>	<p><del>(3)</del></p> <p>(2)</p>	<p><del>X (+)</del></p> <p>X</p>
<p>8 f) Plomb utilisé dans les systèmes à connecteurs à a) broches conformes</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p>X (+)</p>
<p>(Rgd du XXXX)</p> <p><del>8 Plomb utilisé dans les systèmes à connecteurs à f) broches conformes autres que la zone de jonction b) des connecteurs de faisceaux pour véhicules</del></p> <p>«8 f) b) Plomb utilisé dans les systèmes à connecteurs à broches conformes autres que la zone de jonction des connecteurs de faisceaux pour véhicules</p>	<p><del>(+)</del></p> <p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p><del>X (+)</del></p> <p>X»</p>
<p>(Rgd du XXXX)</p> <p><del>8 g) Plomb dans les soudures visant à réaliser une connexion électrique durable entre la puce et le substrat du semi-conducteur dans les boîtiers de circuits intégrés à puce retournée</del></p> <p>«8 g) i) Plomb dans les soudures visant à réaliser une connexion électrique durable entre la puce semi-conductrice et le substrat dans les boîtiers de circuits intégrés à puces retournées</p>	<p><del>(+)</del></p> <p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> octobre 2022 et pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p><del>X (+)</del></p> <p>X</p>

<p>8 g) ii) Plomb dans les soudures visant à réaliser une connexion électrique durable entre la puce semi-conductrice et le substrat dans les boîtiers de circuits intégrés à puces retournées lorsque la connexion électrique consiste en l'une des solutions suivantes:</p> <p>i) un nœud technologique de semi-conducteur de 90 nm ou plus;</p> <p>ii) une puce unique de 300 mm<sup>2</sup> ou plus dans tout nœud technologique de semi-conducteur;</p> <p>iii) des boîtiers à puces empilées avec des puces de 300 mm<sup>2</sup> ou plus, ou des interposeurs en silicium de 300 mm<sup>2</sup> ou plus.</p>	<p>(<sup>2</sup>)</p> <p>Valable pour les véhicules réceptionnés à partir du 1er octobre 2022 et les pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p>X »</p>
<p>8 h) Plomb dans les soudures servant à unir des dissipateurs de chaleur au radiateur dans les assemblages de semi-conducteur de puissance avec un circuit intégré d'au moins 1 cm<sup>2</sup> d'aire de projection et une densité de courant nominal d'au moins 1 A/mm<sup>2</sup> de la superficie du circuit intégré</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et, après cette date, comme pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p>X (<sup>4</sup>)</p>
<p>8 Plomb dans les soudures dans les applications</p> <p>i) électriques sur verre, à l'exception des soudures sur verre feuilleté</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et, après cette date, comme pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p>X (<sup>4</sup>)</p>
<p>8 j) Plomb dans les soudures sur verre feuilleté</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et, après cette date, comme pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p>X (<sup>4</sup>)</p>
<p>Rgd du XXXX)</p> <p>«8 k) Plomb dans les soudures des applications de chauffage utilisant un courant d'une intensité minimale de</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et</p>	<p>X(<sup>4</sup>)</p>

<p>0,5 A pour chaque brasure sur panneaux de verre feuilleté dont l'épaisseur n'excède pas 2,1 mm. Cette exemption ne concerne pas les soudures des contacts intégrés dans le polymère intermédiaire</p>	<p>pièces de rechange pour ces véhicules</p>	
<p>9. Sièges de soupape</p>	<p>Comme pièces de rechange pour les types de moteurs mis au point avant le 1<sup>er</sup> juillet 2003</p>	
<p>10 Composants électriques et électroniques contenant</p> <p>a) du plomb, insérés dans du verre ou des matériaux céramiques, dans une matrice en verre ou en céramique, dans des matériaux vitrocéramiques ou dans une matrice vitrocéramique</p> <p>Cette exemption ne couvre pas l'utilisation de plomb dans:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— le verre des ampoules et la glaçure des bougies,</li> <li>— les matériaux céramiques diélectriques des composants énumérés aux points 10 b), 10 c) et 10 d).</li> </ul>		<p>X (5) (pour composants autres que piézoélectriques dans les moteurs)</p>
<p>10 Plomb dans les matériaux céramiques diélectriques</p> <p>b) de type PZT de condensateurs faisant partie de circuits intégrés ou de semi-conducteurs discrets</p>		
<p>10 Le plomb dans les matériaux céramiques</p> <p>c) diélectriques de condensateurs ayant une tension nominale inférieure à 125 V CA ou 250 V CC</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et pièces de rechange pour ces véhicules</p>	
<p>10 Plomb dans les matériaux céramiques diélectriques</p> <p>d) de condensateurs compensant les variations des capteurs liées à la température dans les systèmes de sonars à ultrasons</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et, après cette date, comme pièces de rechange pour ces véhicules</p>	

11. Initiateurs pyrotechniques	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2006 et pièces de rechange pour ces véhicules	
12. Matériaux thermoélectriques contenant du plomb utilisés dans les applications électriques des composants automobiles permettant de réduire les émissions de CO <sub>2</sub> par récupération de la chaleur d'échappement	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2019 et pièces de rechange pour ces véhicules	X

#### Chrome hexavalent

13 a) Revêtements anticorrosion	Comme pièces de rechange pour les véhicules mis sur le marché avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2007	
13 b) Revêtements anticorrosion des ensembles boulons-écrous dans les châssis	Comme pièces de rechange pour les véhicules mis sur le marché avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2008	
(rgd du XXXX)  14. <del>Comme anticorrosif pour les systèmes de refroidissement en acier au carbone dans les réfrigérateurs à absorption des autocaravanes, (jusqu'à 0,75 % en poids dans la solution de refroidissement), sauf s'il est possible d'utiliser d'autres technologies de refroidissement (c'est-à-dire disponibles sur le marché en vue d'une utilisation dans les autocaravanes) n'ayant pas d'incidences négatives sur l'environnement, la santé et/ou la sécurité du consommateur</del>  « 14. Le chrome hexavalent comme agent anticorrosion pour les systèmes de refroidissement en acier au carbone dans les réfrigérateurs à		X»

<p>absorption (jusqu'à 0,75 % en poids dans la solution de refroidissement):</p> <p>i) destinés à fonctionner totalement ou en partie avec un système chauffant électrique d'une puissance utile absorbée moyenne &lt; 75 W, en conditions constantes de marche;</p> <p>ii) destinés à fonctionner totalement ou en partie avec un système chauffant électrique d'une puissance utile absorbée moyenne ≥ 75 W, en conditions constantes de marche;</p> <p>iii) destinés à fonctionner totalement avec un système chauffant non électrique</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1er janvier 2020 et pièces de rechange pour ces véhicules</p> <p>Véhicules réceptionnés avant le 1er janvier 2026 et pièces de rechange pour ces véhicules</p>	
---	---	--

#### Mercure

15 a) Lampes à décharge dans les phares	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2012 et pièces de rechange pour ces véhicules	X
15 b) Tubes fluorescents utilisés dans les écrans d'affichage	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2012 et pièces de rechange pour ces véhicules	X

#### Cadmium

16. Batteries pour véhicules électriques	Comme pièces de rechange pour les véhicules mis sur le marché avant le 31 décembre 2008	
--	---	--

(1) Cette exemption sera réexaminée en 2021.

(1 bis) S'applique aux alliages d'aluminium dans lesquels le plomb n'est pas introduit intentionnellement, mais est présent du fait de l'utilisation d'aluminium recyclé.

(2) Cette exemption sera réexaminée en 2024.

(2 bis) Systèmes dont la tension est supérieure à 75 V en courant continu au sens de la loi du 27 mai 2016 concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

(3) Cette exemption sera réexaminée en 2019.

(4) Démontage requis si, compte tenu des quantités visées à la rubrique 10 a), le seuil moyen de 60 grammes par véhicule est dépassé. Pour l'application de cette clause, il n'est pas tenu compte des dispositifs électroniques qui ne sont pas installés par le constructeur dans la chaîne de production.

(5) Démontage requis si, compte tenu des quantités visées aux rubriques 8 a) à 8 j), le seuil moyen de 60 grammes par véhicule est dépassé. Pour l'application de cette clause, il n'est pas tenu compte des dispositifs électroniques qui ne sont pas installés par le constructeur dans la chaîne de production.»

## ANNEXE III

### **Accord environnemental**

Les accords environnementaux prévus au présent règlement sont soumis aux règles suivantes:

1.
  - a) les accords doivent préciser leurs objectifs et leur durée;
  - b) les accords et les résultats atteints par leur application sont à la disposition du public et communiqués à la Commission européenne;
  - c) l'application des accords fait l'objet d'un contrôle régulier de la part de l'administration;
  - d) les accords contiennent des mesures et sanctions en cas de non respect de leurs dispositions.
2. Les accords sont conclus pour une période déterminée qui ne peut excéder cinq ans. Ils ne sont pas renouvelables par tacite reconduction.
3. Les accords prennent fin soit à l'échéance du terme pour lequel ils ont été conclus, soit à la réalisation de leurs objectifs, soit d'un commun accord des parties.

*(Règl. g.-d. du 17 novembre 2011)*

«ANNEXE IV:

### **Certificat de destruction**

Case réservée à la *(Règl. g.-d. du 11 octobre 2013)* «SNCA»

### **Certificat de destruction**

Certificat de destruction conformément à l'article 6.3 du Règlement grand-ducal du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors usage

Numéro: ..../

**1. Entreprise délivrant le certificat de destruction <sup>1</sup>**

Nom	
Numéro	
Rue	
Code Postal	
Commune	
Pays	
Numéro Téléphone	
Numéro Télécopieur	
Adresse électronique	
Numéro autorisation loi commodo/incommodo	
Numéro autorisation loi déchets	

**2. Données du véhicule**

Marque	
Modèle	
Catégorie	
Nr. d'immatriculation	
Nr. Chassis	



Code pays	
-----------	--

### 3. Données du dernier détenteur/propriétaire <sup>2</sup>

Nom Prénom	
Numéro	
Rue	
Code postal	
Localité	
Nationalité	

Localité et date de délivrance	
Cachet et signature responsable de l'entreprise	Signature détenteur/propriétaire

»

---

<sup>1</sup> Par la présente, le responsable de l'entreprise délivrant ce certificat de destruction garantit que le véhicule dont l'identification figure ci-dessus est traité et détruit selon la législation environnementale en vigueur.

<sup>2</sup> La collecte, la finalité, les destinataires et le traitement des données en vue de la délivrance du certificat de destruction sont basés sur l'article 6 du règlement grand-ducal du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors usage (Mémorial A-N°39 du 31 mars 2003) et les dispositions pertinentes de la directive modifiée 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors usage (Journal officiel n° L 269 du 21 octobre 2000 p. 34-43).



## FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

### Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de règlement grand-ducal remplaçant l'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage
Ministère initiateur :	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
Auteur(s) :	Claude Franck
Téléphone :	24786814
Courriel :	claude.franck@mev.etat.lu
Objectif(s) du projet :	<p>Le règlement grand-ducal modifié du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage détermine dans son annexe II la liste des matériaux et composants de véhicules qui sont exemptés de l'interdiction visée à l'article 4, paragraphe 2, point a) de la directive 2000/53/CE.</p> <p>L'annexe en question est modifiée par deux directives déléguées: Il y a donc lieu d'adapter l'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 17 mars 2003 relatif aux véhicules hors d'usage.</p>
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	Chambre des métiers. Chambre de commerce, Chambre des salariés
Date :	07/05/2020



## Mieux légiférer

1

Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) :  Oui  Non

Si oui, laquelle / lesquelles : Consultation de la Chambre des métiers, de la Chambre de commerce et de la Chambre des salariés après approbation du projet de règlement grand-ducal par le Conseil de Gouvernement

Remarques / Observations :

2

Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales :

Oui  Non

- Citoyens :

Oui  Non

- Administrations :

Oui  Non

3

Le principe « Think small first » est-il respecté ?

Oui  Non  N.a. <sup>1</sup>

(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques / Observations :

<sup>1</sup> N.a. : non applicable.

4

Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ?

Oui  Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ?

Oui  Non

Remarques / Observations :

5

Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ?

Oui  Non

Remarques / Observations :



6

Le projet contient-il une charge administrative<sup>2</sup> pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

Oui  Non

Si oui, quel est le coût administratif<sup>3</sup> approximatif total ?  
(nombre de destinataires x  
coût administratif par destinataire)

<sup>2</sup> Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

<sup>3</sup> Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

Oui  Non  N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>4</sup> ?

Oui  Non  N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

<sup>4</sup> Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ([www.cnpd.lu](http://www.cnpd.lu))

8

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ?  Oui  Non  N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ?  Oui  Non  N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ?  Oui  Non  N.a.

9

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

Oui  Non  N.a.

Si oui, laquelle :

10

En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

Oui  Non  N.a.



Sinon, pourquoi ?

11

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

Oui

Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

Oui

Non

Remarques / Observations :

12

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

Oui

Non

N.a.

13

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

Oui

Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

Oui

Non

N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :



## Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non

Si oui, expliquez pourquoi :

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ?  Oui  Non

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ?  Oui  Non  N.a.

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

## Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation<sup>5</sup> ?  Oui  Non  N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du  
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

<sup>5</sup> Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers<sup>6</sup> ?  Oui  Non  N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du  
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

<sup>6</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

**DIRECTIVE DÉLÉGUÉE (UE) 2020/362 DE LA COMMISSION****du 17 décembre 2019****modifiant l'annexe II de la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux véhicules hors d'usage en ce qui concerne l'exemption autorisant l'utilisation de chrome hexavalent comme agent anticorrosion pour les systèmes de refroidissement en acier au carbone dans les réfrigérateurs à absorption des autocaravanes****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage <sup>(1)</sup>, et notamment son article 4, paragraphe 2, point b),

considérant ce qui suit:

- (1) En vertu de l'article 4, paragraphe 2, point a), de la directive 2000/53/CE, les États membres sont tenus d'interdire l'utilisation de plomb, de mercure, de cadmium et de chrome hexavalent dans les matériaux et les composants des véhicules mis sur le marché après le 1<sup>er</sup> juillet 2003.
- (2) La liste des matériaux et composants de véhicules qui sont exemptés de l'interdiction visée à l'article 4, paragraphe 2, point a), figure à l'annexe II de la directive 2000/53/CE. Il y a lieu de modifier l'exemption 14 relative à l'utilisation de chrome hexavalent en vue d'en aligner le libellé, par souci de cohérence, sur celui d'exemptions similaires relatives à l'utilisation de chrome hexavalent prévues par la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil <sup>(2)</sup> ainsi que par le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil <sup>(3)</sup>.
- (3) L'évaluation de l'exemption 14 au regard du progrès technique et scientifique a permis de conclure que bien qu'il existe à présent des substituts appropriés du chrome hexavalent, ces substances ne peuvent pas encore être utilisées dans les produits. Il est probable que des solutions appropriées seront à l'avenir disponibles pour remplacer le chrome hexavalent. Il convient dès lors de subdiviser l'exemption actuelle en trois points et de fixer une date d'expiration pour deux de ces points.
- (4) Il convient dès lors de modifier la directive 2000/53/CE en conséquence,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

*Article premier*

L'annexe II de la directive 2000/53/CE est modifiée conformément à l'annexe de la présente directive.

*Article 2*

1. Les États membres adoptent et publient, au plus tard le 5 avril 2020, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive. Ils communiquent immédiatement à la Commission le texte de ces dispositions.

<sup>(1)</sup> JO L 269 du 21.10.2000, p. 34.

<sup>(2)</sup> Directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (JO L 174 du 1.7.2011, p. 88).

<sup>(3)</sup> Règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission (JO L 396 du 30.12.2006, p. 1).

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine couvert par la présente directive.

*Article 3*

La présente directive entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

*Article 4*

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 17 décembre 2019.

*Par la Commission*  
*La présidente*  
Ursula VON DER LEYEN

---



## ANNEXE

À l'annexe II de la directive 2000/53/CE, le point 14 est remplacé par le texte suivant:

«14. Le chrome hexavalent comme agent anticorrosion pour les systèmes de refroidissement en acier au carbone dans les réfrigérateurs à absorption (jusqu'à 0,75 % en poids dans la solution de refroidissement): i) destinés à fonctionner totalement ou en partie avec un système chauffant électrique d'une puissance utile absorbée moyenne < 75 W, en conditions constantes de marche; ii) destinés à fonctionner totalement ou en partie avec système chauffant électrique d'une puissance utile absorbée moyenne ≥ 75 W, en conditions constantes de marche; iii) destinés à fonctionner totalement avec un système chauffant non électrique.	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2020 et pièces de rechange pour ces véhicules Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2026 et pièces de rechange pour ces véhicules	X»
--	--	----

## RECTIFICATIFS

**Rectificatif à la directive déléguée (UE) 2020/362 de la Commission du 17 décembre 2019 modifiant l'annexe II de la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux véhicules hors d'usage en ce qui concerne l'exemption autorisant l'utilisation de chrome hexavalent comme agent anticorrosion pour les systèmes de refroidissement en acier au carbone dans les réfrigérateurs à absorption des autocaravanes**

(«Journal officiel de l'Union européenne» L 67 du 5 mars 2020)

Le texte de l'annexe est remplacé par le texte suivant:

## «ANNEXE

À l'annexe II de la directive 2000/53/CE, le point 14 est remplacé par le texte suivant:

<p>“14. Le chrome hexavalent comme agent anticorrosion pour les systèmes de refroidissement en acier au carbone dans les réfrigérateurs à absorption (jusqu'à 0,75 % en poids dans la solution de refroidissement):</p> <p>i) destinés à fonctionner totalement ou en partie avec un système chauffant électrique d'une puissance utile absorbée moyenne &lt; 75 W, en conditions constantes de marche;</p> <p>ii) destinés à fonctionner totalement ou en partie avec un système chauffant électrique d'une puissance utile absorbée moyenne ≥ 75 W, en conditions constantes de marche;</p> <p>iii) destinés à fonctionner totalement avec un système chauffant non électrique.</p>	<p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et pièces de rechange pour ces véhicules</p> <p>Véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026 et pièces de rechange pour ces véhicules</p>	<p>X”»</p>
---	---	------------

**DIRECTIVE DÉLÉGUÉE (UE) 2020/363 DE LA COMMISSION****du 17 décembre 2019****modifiant l'annexe II de la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux véhicules hors d'usage en ce qui concerne certaines exemptions relatives à la présence de plomb et de composés de plomb****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage <sup>(1)</sup>, et notamment son article 4, paragraphe 2, point b),

considérant ce qui suit:

- (1) En vertu de l'article 4, paragraphe 2, point a), de la directive 2000/53/CE, les États membres sont tenus d'interdire l'utilisation de plomb, de mercure, de cadmium et de chrome hexavalent dans les matériaux et les composants des véhicules mis sur le marché après le 1<sup>er</sup> juillet 2003.
- (2) La liste des matériaux et composants de véhicules qui sont exemptés de l'interdiction visée à l'article 4, paragraphe 2, point a), figure à l'annexe II de la directive 2000/53/CE. Conformément à l'annexe II, les exemptions 8 e), 8 f) b) et 8 g) doivent être réexaminées en 2019. L'exemption 8 j) doit également être réévaluée en fonction des dernières informations sur le progrès technique et scientifique.
- (3) Une évaluation des exemptions 8 e) et 8 g) au regard de ces informations a permis de conclure qu'il n'existait pas actuellement pas de solution appropriée pour remplacer le plomb utilisé dans les matériaux et composants faisant l'objet de ces exemptions. Il y a donc lieu de fixer une nouvelle date pour le réexamen de ces dernières. Il convient néanmoins d'apporter des précisions concernant l'exemption 8 g) afin d'en restreindre la portée. Afin de permettre à l'industrie automobile de s'adapter à ces modifications, il y a lieu de maintenir la portée de l'exemption 8 g) pour les véhicules ayant fait l'objet de la réception par type avant le 1<sup>er</sup> octobre 2022, tandis que l'exemption d'une portée plus restreinte devrait s'appliquer aux véhicules réceptionnés à partir de cette date.
- (4) L'évaluation de l'exemption 8 f) b) a abouti à la conclusion que l'utilisation de plomb dans les applications couvertes par ladite exemption ne devrait pas être prolongée étant donné qu'il existe des solutions de remplacement du plomb à cet effet.
- (5) L'évaluation de l'exemption 8 j) autorisant l'utilisation de plomb dans les soudures sur verre feuilleté a permis de conclure à l'existence de solutions de remplacement du plomb dans ces soudures, pour certaines applications. Toutefois, pour certains types de vitrages et certaines applications, il n'est pas certain que des solutions appropriées soient actuellement disponibles pour remplacer le plomb. Il y a donc lieu d'établir une nouvelle exemption 8 k), d'une portée plus limitée, pour ces vitrages et ces applications.
- (6) L'exemption 8 j) ne s'applique qu'aux véhicules réceptionnés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Il convient que la nouvelle exemption 8 k) s'applique dès que possible afin que l'utilisation de plomb continue à bénéficier d'une exemption en ce qui concerne les vitrages et les applications pour lesquels il n'est pas certain que des solutions de remplacement appropriées soient actuellement disponibles. Par conséquent, la présente directive devrait entrer en vigueur dans les meilleurs délais.
- (7) Il convient dès lors de modifier la directive 2000/53/CE en conséquence,

<sup>(1)</sup> JO L 269 du 21.10.2000, p. 34.

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

*Article premier*

L'annexe II de la directive 2000/53/CE est modifiée conformément à l'annexe de la présente directive.

*Article 2*

1. Les États membres adoptent et publient, au plus tard le 5 avril 2020, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive. Ils communiquent immédiatement à la Commission le texte de ces dispositions.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine couvert par la présente directive.

*Article 3*

La présente directive entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

*Article 4*

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 17 décembre 2019.

*Par la Commission*  
*La présidente*  
Ursula VON DER LEYEN

---

## ANNEXE

L'annexe II de la directive 2000/53/CE est modifiée comme suit:

1) Le point 8 e) est remplacé par le texte suivant:

«8 e) Le plomb dans les soudures à haute température de fusion (alliages de plomb contenant au moins 85 % de plomb en poids)	( <sup>2</sup> )	X»
--	------------------	----

2) Le point 8 f) b) est remplacé par le texte suivant:

«8 f) b) Plomb utilisé dans les systèmes à connecteurs à broches conformes autres que la zone de jonction des connecteurs de faisceaux pour véhicules	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2024 et pièces de rechange pour ces véhicules	X»
---	---	----

3) Le point 8 g) est remplacé par le texte suivant:

«8 g) i) Plomb dans les soudures visant à réaliser une connexion électrique durable entre la puce semi-conductrice et le substrat dans les boîtiers de circuits intégrés à puces retournées	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> octobre 2022 et pièces de rechange pour ces véhicules	X
8 g) ii) Plomb dans les soudures visant à réaliser une connexion électrique durable entre la puce semi-conductrice et le substrat dans les boîtiers de circuits intégrés à puces retournées lorsque la connexion électrique consiste en l'une des solutions suivantes: i) un nœud technologique de semi-conducteur de 90 nm ou plus; ii) une puce unique de 300 mm <sup>2</sup> ou plus dans tout nœud technologique de semi-conducteur; iii) des boîtiers à puces empilées avec des puces de 300 mm <sup>2</sup> ou plus, ou des interposeurs en silicium de 300 mm <sup>2</sup> ou plus.	( <sup>2</sup> ) Valable pour les véhicules réceptionnés à partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2022 et les pièces de rechange pour ces véhicules	X»

4) Le point 8 k) suivant est ajouté:

«8 k) Plomb dans les soudures des applications de chauffage utilisant un courant d'une intensité minimale de 0,5 A pour chaque brasure sur panneaux de verre feuilleté dont l'épaisseur n'excède pas 2,1 mm. Cette exemption ne concerne pas les soudures des contacts intégrés dans le polymère intermédiaire	Véhicules réceptionnés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2024 et pièces de rechange pour ces véhicules	X ( <sup>4</sup> )»
--	---	---------------------